



PLANTATIONS SOCFIN/BOLLORE : SOUS LES PALMIERS LA RAGE

LE REACT

Le ReAct, Réseau pour l'Action Collective Transnationale, est né en 2010 à partir d'une analyse partagée : les injustices sociales et environnementales ont pour cause principale l'asymétrie de pouvoir et la domination des intérêts des grandes entreprises sur ceux de la majorité des personnes. Dans ce contexte, le ReAct vise à révéler le pouvoir des personnes affectées par les abus des firmes multinationales (FMN).

Pour cela, le ReAct souhaite contribuer à organiser les travailleurs.ses et les communautés afin de construire un pouvoir social à même de lutter contre les abus des multinationales et de défendre les droits et intérêts des plus démunis. En allant à la rencontre des acteurs affectés par l'activité des FMN, les militants du ReAct sont des « tisseurs de liens » à l'échelle locale, nationale et transnationale entre les personnes désireuses d'améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Le ReAct s'est lancé dès 2010 dans une campagne contre les abus de Bolloré et Socfin qui détiennent des plantations en Afrique et en Asie et accaparent des terres, via la construction d'une alliance internationale des communautés locales affectées.

CONTEXTE

La Socfin est une holding luxembourgeoise détenue par l'homme d'affaire belge Hubert Fabri (poursuivi à plusieurs reprises pour fraude fiscale par le fisc belge, sans succès jusqu'à présent) et dont l'actionnaire principal est le groupe Bolloré (39% des parts). Cette holding détient des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Depuis 2008, les expansions de ces plantations sont continues. Les surfaces plantées des sociétés africaines de la Socfin sont passées de 129 658 à 185 324 ha entre 2009 et 2015, soit une augmentation de plus de 40%. Ces expansions provoquent de graves conflits avec les populations riveraines qui sont privées de terres et voient leurs conditions de vie sans cesse se dégrader. Sourde aux interpellations sur cette situation, la Socfin fait preuve d'une attitude sur la question qui n'est pas sans rappeler les pratiques coloniales du début du XX siècle. Pratiques qu'elle revendique puisqu'elle met en avant « son siècle d'histoire qui démontre sa capacité à s'intégrer parmi les



Militants bloquant les bureaux de Socfin en Belgique lors de l'action transnationale du 3 juin 2016

communautés locales. »

Le groupe Bolloré et son PDG, Vincent Bolloré, possèdent 38.75% de la Socfin en 2016. Il dispose donc d'un pouvoir de décision important sur Socfin mais se refuse à l'utiliser en arguant qu'il n'est pas l'actionnaire majoritaire et qu'il n'a pas de pouvoir de décision. Toutefois, au vu des sommes importantes que lui rapportent les plantations, il ne peut s'exonérer de responsabilités dans la gestion de ces dernières. D'autant plus que ses profits sont les produits directs de la situation catastrophique entretenue dans les plantations : faibles compensations, bas salaires, absences de contreparties... Le Point de Contact National de l'OCDE a reconnu lui-même la responsabilité du groupe Bolloré vis-à-vis des plantations gérées par la Socfin.

Face à cette situation intolérable, dans plusieurs pays, Cameroun, Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone et Cambodge, les paysans et villageois propriétaires des terres réquisitionnées, se sont mobilisés et continuent de se mobiliser pour protester contre les conditions d'implantation et d'exploitation de ces plantations et pour obtenir des compensations pour les préjudices qu'ils subissent. Ces préjudices portent sur la privation de moyens de subsistance en l'absence de terres et de forêts rendues désormais inaccessibles. La faiblesse des compensations octroyées en échange des terrains est une autre source de conflits. De fait, les populations riveraines n'ont ainsi pas donné leur consentement libre préalable et informé pour céder leurs terres. De plus, les plantations ne respectent pas ou peu les obligations qui leur ont été faites en échange des terres. Ainsi, la fourniture de services publics : eau, électrification, écoles, dispensaires, entretien des routes, n'est effectuée que très partiellement sur quelques plantations seulement. En outre, des milices privées de sécurité entravent leur liberté de circulation au prétexte de protéger les plantations contre les vols et dégradations. Sur le plan environnemental, le déversement massif de pesticides a eu pour effet de polluer les eaux et de les rendre impropres à la consommation pour les communautés locales qui ne disposent d'aucune alternative de recharge.

Face à cela, les riverains réclament :

- Un réel dialogue social
- La rétrocession d'une partie des terres accaparées.
- Des compensations effectives et des mesures de développement économique et social
- La protection de l'environnement



Militants camerounais bloquant l'accès aux locaux de la plantation de la Socapalm filiale de Socfin

Depuis 2010, afin de parvenir à ouvrir des négociations, le réseau pour l'action collective transnational (ReAct) a aidé les personnes touchées à s'organiser et à construire une alliance au niveau international. L'Alliance Internationale des Riverains des Plantations Socfin/Bolloré est ainsi née le 5 juin 2013 pour lutter de manière efficace contre les abus de cette multinationale. Cela s'est traduit par des actions coordonnées en Afrique, en Asie et en Europe lors des AG d'actionnaires notamment.

Nous avons également tissé un réseau de partenaires que nous cherchons sans cesse à élargir pour nous aider dans ce combat.

SITUATION ACTUELLE

Bolloré se cache derrière Socfin, et a refermé la porte ouverte en 2014 lors d'une première rencontre avec l'Alliance des Riverains. Socfin continue de refuser le dialogue malgré des demandes incessantes et renvoie sans cesse le règlement du conflit à l'échelle locale. Or aujourd'hui, sur le terrain, les organisations de riverains luttent sans cesse pour faire progresser la situation, mais très peu de résultats concrets sont visibles. Dans la plupart des pays, aucun cadre de négociation ne permet, à l'échelle locale, de résoudre les conflits de manière durable, la plupart du temps car ces cadres excluent les véritables représentants légitimes des riverains.

Les efforts des riverains n'ayant pas permis jusqu'ici de débloquer la situation de manière plus globale, malgré quelques victoires locales, il s'agit aujourd'hui d'accentuer la pression sur le groupe Bolloré et sur la Socfin, afin de les pousser à ouvrir le dialogue social avec ceux qui sont victimes de ses activités, et de parvenir enfin à des avancées concrètes significatives pour les riverains.

Pour cela, il nous faut jouer sur l'ensemble des leviers de pression dont nous disposons en Europe. En plus d'interpeller encore et encore le groupe Socfin et le groupe Bolloré, dans leurs locaux en Suisse, en Belgique et ce jusqu'aux Assemblées Générales de ces deux groupes en Juin, il s'agira de toucher leurs partenaires financiers, pour que ces derniers puissent intervenir dans le processus et faire bouger les rangs au sein de Socfin.

Notre moyen d'action demeure l'action directe non-violente, et il s'agira ainsi de médiatiser encore davantage la situation.